REPUBLIQUE TOGOLAISE



Agence Togolaise de Presse

BULLETIN QUOTIDIEN D'INFORMATION

24 avril 2024

MLC SOLLICITE LE VOTE DES POPULATIONS D'AGOU-TOÉ



Le candidat exhorte l'assistance à voter utile

Agou-Gadzépé, 24 avr. (ATOP) - Les militants et sympathisants du parti politique Mouvement citoyen pour la liberté de la préfecture d'Agou (MCL-Agou) ont sillonné les artères du canton d'Agou-Toé à travers des caravanes, le mercredi 24 avril pour solliciter le vote des populations d'Agou-Toé.

Vêtus de T-Shirt à l'effigie du parti, les militants et sympathisants ont parcouru les différents villages du canton de Toé dans la commune Agou 1 notamment Kebo-

Apéyémé, Kebo-Dalavé, Kebo-Toé, Petsi, Blakpa, Kébo-Dzigbé, Kebo-Kpeta et Kebo-Dogbadzi pour appeler les populations à voter les candidats de MCL.

A chaque étape de la caravane, des meetings se sont organisés pour donner l'occasion aux responsables du parti d'expliquer à la population les raisons de voter MCL. Pour la circonstance, le parti a présenté ses candidats aux législatives dans la commune Agou 1 et démontré à l'assistance comment voter utile pour éviter des bulletins nuls.

Le membre du bureau national de MCL de la préfecture d'Agou, Adzini Innocent Amétépé a éclairé l'électorat sur la vision du parti, entre autres, promouvoir l'agriculture et l'élevage ; accompagner le gouvernement dans son programme de santé, d'adduction d'eau et d'infrastructure sociale. Leur vision, dit-il est de faire du Togo, un pays émergeant. Il a exhorté la population à voter massivement la liste MCL afin de garantir le développement durable.

ATOP/BSM/FD





ELECTIONS LEGISLATIVES ET REGIONALES

KLOTO:

LE CERCLE DES LEADERS EMERGEANTS SOLLICITE LES SUFFRAGES DES POPULATIONS DE KPEGOLONOU



M. Eho devant la population de Kpégolonou

Kpalimé, 24 avr. (ATOP) - Le Cercle des leaders émergeants (CLE), poursuivant sa campagne électorale dans les quartiers de la ville de Kpalimé, a échangé, le mardi 23 avril, avec les populations de Kpégolonou afin de solliciter leurs suffrages.

La tête de liste de ce parti dans la circonscription électorale de Kloto, Georges Eho, a présenté à la population de la ville la vision de CLE et leur programme de société. Ce programme met essentiellement

l'accent sur la formation professionnelle et l'insertion des jeunes à l'emploi ainsi que le renforcement des infrastructures socio éducatives.

M. Eho, a fait le bilan à mi-parcours de la campagne de CLE dans la préfecture de Kloto. Ce bilan, dit la tête de liste, est positif. « Pour ces dix jours, CLE a fait des meetings dans presque 90% des villages et communautés de Kloto. Nous avons œuvré par proximité et de porte-à-porte pour exhiber notre opération de charme à la population », a dit M. Eho.

La tête de liste a souhaité que ce processus se déroule dans la paix et la cohésion sociale, souhaitant qu'il ne faudrait pas que cette élection crée des distances entre les fils et filles de la préfecture. « Nous sommes entrain de solliciter les suffrages de la population. Notre désir est qu'elle nous donne son quitus afin que nous la représentions à l'Assemblée nationale prochaine pour que nous portions haut sa voix », a-t-il déclaré.

Le candidat Eho a fait savoir que son parti œuvre pour la cohésion sociale et s'engage à discuter au parlement à trouver des consensus pour le développement du pays. Il a invité les électeurs à voter massivement CLE. « Votez seulement CLE et votez bien. Votez bien, signifie éviter les bulletins nuls », a ajouté la tête de liste. ATOP/AYH/BV

L'ANC SOLLICITE LE SUFFRAGE DE LA POPULATION DE KOPEGAN

Kpalimé, 24 avr. (ATOP) - L'Alliance nationale pour le changement (ANC) a sollicité le suffrage de la population de Kopégan dans la commune Kloto 2, le mardi 23 avril.





Cette opération de charme avait pour objet de mobiliser davantage les électeurs des localités les plus reculées et de solliciter leur suffrage pour la liste de cette formation politique.



M. Devia (micro au fond) devant l'électorat de Kopégan pays, précisant qu'il est de leur devoir changement.

Au cours du meeting, M. Dévia Francis, membre de l'équipe de campagne a rappelé la vision de l'ANC qui axée exclusivement sur le changement avant de convier la population de Kopégan à voter massivement la liste de l'ANC le 29 avril prochain. Pour M. Dévia, depuis l'ouverture de la campagne, l'ANC a traversé tout le Kloto pour transmettre à la population le message d'espoir même dans les confins les plus reculés. Il est revenu sur les réformes constitutionnelles en cours dans le d'expliquer à l'électorat, la nécessité du

« Nous sommes très proches de la population. Elle se sent concernée par la campagne. Partout où l'ANC passe, elle est bien reçue. Nous attendons le 29 avril pour voir ce que cela va donner », a-t-il souligné. ATOP/AYH/FD

LES FDR EN MEETING DANS LE YOTO, BAS-MONO ET KPELE

Lomé, 24 avr. (ATOP) – Les militants des Forces démocratiques pour la République (FDR) ont sollicité les suffrages des électeurs des préfectures de Yoto et de Bas-Mono le lundi 22 avril à Tabligbo, Attitogon et Afagnan dans les communes Bas-Mono 1 et 2. Le lendemain, la délégation était dans villages de Dzogbépimé, Kayi, Kponvié et Hlonvié dans la commune Kpélé 2.

Ces opérations de charme ont permis d'encourager et de remobiliser les



La délégation des FDR à Tabligbo

militants et sympathisants et de présenter aux populations les candidats au double scrutin. Il s'est agi également de solliciter les suffrages des électeurs pour la conquête des sièges au conseil régional et au parlement en vue de préserver les acquis de la démocratie, le développement de la localité et l'alternance au pouvoir. La démonstration de l'opération de vote s'est faite lors des meetings.

Partout, le président national des FDR, Me Paul Dodji Apévon a appelé les populations à voter pour le changement en accordant leur suffrage aux candidats de son parti. Il a dénoncé et critiqué les réformes apportées à la constitution par les députés. « Ce qui est dramatique aujourd'hui, c'est le changement de la constitution à l'insu de la population. C'est inacceptable », a-t-il souligné.

A Tabligbo, le leader des FDR à la tête d'une délégation nationale, a remercié la population de Yoto pour être sortie massivement pour écouter les messages. Il a rassuré ses interlocuteurs que son parti incarne l'amour, le pardon, la paix, la sécurité et la cohésion sociale. Il a donné son opinion sur la gestion des affaires du pays par l'actuel régime qui, d'après lui, ne montre pas qu'il est préoccupé par l'amélioration des conditions





de vie des togolais. « Quand nous allons créer de nouveaux espoirs dans ce pays, nous allons mettre tout le monde au travail. La richesse du pays sera répartie équitablement

entre les citoyens », a-t-il ajouté.





L'assistance lors du meeting à Kayi

Me Apevon lors de son intervention à Afagnan

Le mode de vote a été expliqué par la trésorière nationale des FDR, Mme Kagni Elise. Elle a invité l'assistance à se mobiliser, à soutenir et à aller massivement aux urnes pour plébisciter les candidats des FDR.

A Attitogon et Afagnan, la présence du président national des FDR constitue également un soutien aux candidats et militants du parti de la préfecture.

Dans la commune Kpélé 2, la tête de liste FDR, Akutse Kodjo, a invité les électeurs à faire confiance au FDR en donnant leur voix aux candidats des listes pour une vraie alternance au Togo. Il a fait savoir qu'au Togo, les problèmes augmentent de jour en jour.

Selon lui, cela est dû à la mauvaise gouvernance surtout dans le domaine de l'éducation, de la santé entrainant le chômage des jeunes. « Quand nous serons élus, nous allons essayer de faire de bonnes propositions à l'Assemblée nationale, influencer les décisions du gouvernement pour que l'Etat puisse créer de l'emploi et engager des enseignants », a-t-il déclaré. ATOP/BV

LA COALITION « ALLIANCE ENSEMBLE » A LA CONQUETE DE L'ELECTORAT D'ASSOLI ET DE KLOTO

Lomé, 24 avr. (ATOP) - Les candidats de la coalition « Alliance Ensemble » ont poursuivi leur conquête de l'électorat dans les villages de Kadjaloua, Soudou et Bafilo dans la préfecture d'Assoli ainsi qu'à Yokélé, à 7 km au nord de Kpalimé dans le Kloto, le mardi 23 avril dans le cadre des prochaines élections législatives et régionales.





Vue partielle des militants et sympathisants

Me Tchassona Mohammed séduisant les électeurs à Bafilo

A Bafilo, c'est les responsables de cette coalition qui ont rencontré les électeurs dans le cadre d'une tournée nationale de séduction. Elle vise à mobiliser les militants, les





sympathisants de la coalition et des militants des mouvements de la société civile de l'opposition à travers le pays par des meetings pour conquérir des sièges au parlement, au sénat et au conseil régional.

Le coordonnateur national de la coalition, Me Mohammed Tchassona Traoré, du Mouvement citoyen pour le développement (MCD) et le président du parti Convergence patriotique panafricaine (CPP), Adrien Béléki Akouété, ont expliqué aux électeurs de ces trois localités, les motifs du choix de leurs candidats. Ils ont expliqué la vision de leur coalition en matière de développement, des droits de l'homme, de la justice et de la réduction de la pauvreté. Ces leaders politiques ont invité les électeurs à choisir leurs candidats le jour du scrutin pour apporter un changement dans les habitudes dans le pays. Ils ont promis négocier la libération des prisonniers politiques incarcérés, la liberté d'expression et le retour des réfugiés, suite aux manifestions du 17 août 2017.

Le meeting a pris fin par la présentation des quatre candidats de la coalition dans la circonscription électorale d'Assoli.





Un électeur pose une question...

...au candidat tête de liste

A Kpalimé, la tête de liste de ce regroupement, Prosper Kwasi Kwadzo Akpotsui a déclaré, « Notre campagne avance et nous faisons ce qui est en notre capacité pour convaincre la population à voter pour la liste Alliance. Parce que c'est une question de conviction » avant de faire un résumé du chemin parcouru depuis le début de la campagne. Selon lui, après les grands meetings dans les cantons de la préfecture, notamment Tové, de Lavié, de Kpimé et de Kpalimé, il est maintenant question de faire du porte à porte pour mieux convaincre la population surtout ceux qui hésitent encore à s'engager avec eux dans ce processus.

M. Akpotsui a salué l'intérêt que la population accorde aux messages de l'Alliance. « Lors des meetings, nous faisons un petit exposé sur les idéaux, la vision et le programme de l'Alliance suivi des questions et réponses et les questions de la population nous convainquent de leur bonne écoute », a précisé la tête de liste. Il a aussi parlant de la vision de l'Alliance. Pour M. Akpotsui, les ressources du pays doivent profiter à tous les Togolais, c'est pour quoi ajoute-t-il, il faut un changement pour une grande transparence.

« Nous sommes des envoyés en mission. Nous visons le développement du Togo et l'épanouissement des fils et filles du Togo, c'est pourquoi, vous devriez voter pour la liste Alliance pour être les serviteurs du peuple, qui une fois en mission doivent revenir vous rendre compte », a-t-il dit.

L'« Alliance Ensemble » est une coalition de partis politiques et de mouvement de la société civile de l'opposition à savoir : Mouvement citoyen pour le développement (MCD), Convergence patriotique panafricaine (CPP) et Lumière pour un développement dans la paix (LDP).

ATOP/DHK





UNIR POURSUIT LA SEDUCTION DE L'ELECTORAT DANS LE ZIO, BLITTA ET **SOTOUBOUA**

Lomé, 24 avr. (ATOP) - Les candidats aux élections législatives et régionales du 29 avril prochain, du parti Union pour la République (UNIR) de la préfecture du Zio, Blitta et Sotouboua ont poursuivi les opérations de charme le mardi 23 avril dans plusieurs localités de leur circonscription électorale à travers des meetings.





Le militant Adédzé lors de son message au public

Vue partielle des militants présents à Agbélouvé

Le but de ces meetings est de mobiliser les militants et les populations et solliciter leur vote afin de permettre la poursuite des projets de développement engagés par le président du parti, Faure Gnassingbé. Il est aussi question de présenter aux publics les candidats sur les listes électorales qui représenteront le parti à la prochaine Assemblée nationale et au conseil régional.

* A Agbélouvé (Zio 3), le vice-président chargé de la région Maritime d'UNIR, Kodjo Adédzé a adressé ses remerciements et ceux du parti au public présent à ce grand meeting dans la commune Zio 3. Il a expliqué que le parti UNIR connais les problèmes des Togolais et a les solutions idoines. Pour lui, voter UNIR c'est voter le changement des conditions de vie des populations dans tous les domaines. Il a rassuré son auditoire de la nécessité de plébisciter les candidats des listes UNIR pour la poursuite des chantiers amorcés par le parti et son président fondateur. M. Adédzé a invité l'ensemble de la population de la commune Zio 3 à voter massivement les listes UNIR le 29 avril prochain pour donner la victoire au parti.

*Dans les cantons de Waragni, Blitta-village et Doufouli (Blitta 1), les quatre candidats pour les législatives avec comme tête de liste, Atcholi Aklesso, et six (6) pour les régionales ont été présentés au public. « Vous aurez deux bulletins de vote. Voter dans les deux cas le pigeon », a expliqué la candidate aux législatives Azia Zibo Laouratou.

Depuis le démarrage de campagne le 13 avril dernier, les candidats avaient déjà battu campagne dans plusieurs La candidate Azia Zibo Laouratou devant les électeurs à Blitta



autres villages et cantons de la commune de Blitta 1. Ils ont expliqué aux électeurs les enjeux de ce double scrutin, soulignant la nécessité d'assurer une majorité qualifiée à l'Assemblée nationale et au conseil régional pour le parti UNIR au soir du 29 avril.

Dans toutes les localités visitées, les populations ont exprimé leur satisfaction à l'égard des projets réalisés par le président Faure Gnassingbé. Elles ont promis voter





massivement UNIR pour lui témoigner leur reconnaissance et l'encourager à poursuivre ses œuvres salvatrices.

*Dans les cantons de Tittigbé et Aouda (Sotouboua 2), la tête de liste aux législatives, Passoli Abélim, accompagné des candidats aux régionales ont expliqué les enieux du double scrutin populations et solliciter leurs voix pour les candidats UNIR, le 29 avril prochain. M. Passoli a invité les populations à renouveler leur confiance au parti UNIR en votant massivement ses candidats pour permettre de renforcer la paix et la sécurité, gage d'un développement harmonieux et



M. Passoli invitant la population à choisir Unir

durable du Togo. Il a également convié ses interlocuteurs à prôner la cohésion sociale, la non-violence, le pardon et le vivre ensemble. Pour lui, c'est le seul moyen d'avancer main dans la main pour la paix et le développement du Togo en général et de la préfecture de Sotouboua en particulier.

Partout, les besoins des populations en matière de développement ont été recueillis. Ces besoins concernent, entre autres, le renforcement de l'accès à l'eau potable, à l'électricité, l'ouverture des pistes rurales et l'emploi des jeunes.

En réponse, M. Passoli a fait comprendre que les doléances formulées sont dans la feuille de route gouvernementale et pour atteindre cet objectif, il les exhorte à voter massivement UNIR pour la continuité de tous les projets de développement du Togo et pour le bien-être socio-économique des Togolais. M. Passoli et sa suite ont, pour finir, démontré aux populations la bonne manière de voter et les ont exhortés à apprêter leur carte d'électeur pour le jour du scrutin.

ATOP/BA

COUPE DE LA PAIX ET DE LA COHESION SOCIALE DU PARTI UNIR A ANIE : « LAND FC » D'ANIE A REMPORTE LE 1^{ER} PRIX



Le militant HODIN remet le prix au Capitaine de Land FC

Anié, 24 avr. (ATOP) – Land football club (Land FC) d'Anié a remporté, le mardi, 23 avril à Anié, la Coupe de la paix et de la cohésion sociale en battant en finale « Glitto FC » par 1-0.

Organisée par la coordination préfectorale du parti politique Union Pour la République (UNIR) de l'Anié, cette coupe a pour objectif de renforcer le vivre-ensemble, la solidarité, la collaboration, le travail ensemble entre les jeunes de la préfecture en jouant ensemble dans la paix et la

convivialité. Cette compétition initiée au profit de la jeunesse de l'Anié, s'inscrit dans le cadre des Législatives et Régionales prochaines.

En match de classement, « Adogbénou FC » de la commune Anié 2 a dominé « Diangbassou FC » de la commune Anié 1 par 2-1.

Land FC a reçu une coupe, une enveloppe financière de 200.000FCFA; un jeu de maillots et 2 ballons.





Huit équipes ont participé à cette compétition de football démarrée le 13 avril dans les cantons des deux communes de la préfecture de l'Anié. Chacune des huit équipes a reçu des prix d'encouragements et de motivation pour faire mieux prochainement. Les équipes classées 5^è, 6^è 7^è et 8^è ont reçu chacune une enveloppe financière de 25.000 FCFA et 2 ballons. La 4^è équipe a reçu une enveloppe financière de 50.000FCFA, un jeu de maillots et 2 ballons. La 3^è équipe a reçu une enveloppe financière de 100.000 FCFA, un jeu de maillots et 2 ballons. Une enveloppe financière de 150.000 FCFA, un jet de maillot et 2 ballons sont allés à l'équipe classée deuxième.



Le Militant HODIN lors de la sensibilisation sur les élections au président de la République pour cette attention particulière accordée à la jeunesse togolaise en général et en particulier à celle de l'Apié

militant Eké Kokou ministre en charge de l'Artisanat et tête de liste UNIR à Anié a affirmé qu'à travers de cette coupe il était question de s'amuser et de rire un peu, car le rire est thérapeutique. Cette compétition est organisée sous le haut patronage du chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé, qui ne lésine pas sur les moyens quand il s'agit de la jeunesse. M Hodin а témoigné reconnaissance et rendu hommage mérité au président de la République pour cette

de l'Anié.

« Le vrai merci, il le verra dans les urnes le 29 avril, comme les jeunes l'ont promis c'est de voter pour permettre à UNIR de remporter les 5 sièges dans l'Anié pour lui dire sincèrement merci » a-t-il confié. Pour la finale, le militant Hodin a souligné que les résultats ont été au-delà des attentes à voir la mobilisation, et le niveau de jeu des

équipes. Il a promis le renforcement des capacités des joueurs de l'équipe « Land FC » pour le meilleur de l'Anié.

Le capitaine de « Land FC », Ouro-Adol Mouroussalo a remercié le chef de l'Etat Faure Gnassingbé pour cette belle initiative et promet que la jeunesse de l'Anié votera massivement UNIR le 29 avril prochain.

La finale de la coupe de la paix et de la cohésion sociale a été disputée en présence des autorités locales, des cadres de la préfecture, des membres et sympathisants du parti UNR, des candidats aux législatives et régionales. La population a été édifiée sur pourquoi il faut voter UNIR, comment bien voter pour éviter les bulletins nuls. ATOP/KV/TD

64° ANNIVERSAIRE DE L'INDEPENDANCE DU TOGO

INTERVIEW:

LE TOGO, HIER, AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Le Togo, une ancienne colonie allemande, placée sous tutelle de la France a accédé à la souveraineté internationale le 27 avril 1960. Un regard rétrospectif démontre que le pays a subit beaucoup de mutations depuis l'époque coloniale jusqu'à la lutte pour l'indépendance. Avec l'avènement de la démocratie dans les années 1990, le pays a connu comme tout autre pays africains surtout d'expression française, des





bouleversements, des changements, des victoires et des échecs, des avancées et des reculs dans presque tous les domaines de la vie sociale, économique, politique, démocratique et culturelle.

A l'occasion de la célébration du 64^{ème} anniversaire de l'indépendance du Togo, l'Agence togolaise de presse (ATOP) est allée à la rencontre du directeur exécutif de l'ONG Recherche, Appui et Formation aux Initiatives d'Auto développement (RAFIA), Gaëtan Biegniebe Djoï-Lah pour avoir son point de vue sur le Togo d'hier, aujourd'hui et de demain. Son ONG s'investit depuis plus de 30 ans dans les actions de développement au niveau de la région des Savanes.

ATOP : Comment appréciez-vous le Togo d'hier et d'aujourd'hui ?

M. Biegniebe Djoï-Lah: Le Togo d'aujourd'hui est une suite logique du Togo d'hier. La plupart des actions qui existent aujourd'hui trouvent leur origine ou leur fondement dans les actions entreprises hier. Il s'agit alors de l'amélioration, de l'innovation, de la performance, voire de l'accélération dans les actions qui étaient déjà entreprises dans tous les secteurs d'une part, et la création d'autres actions qui n'existaient pas dans le passé, d'autre part et ceci dans le souci de porter le Togo au diapason de l'échiquier international. A cet effet, je peux dire que le Togo est un pays en plein essor tant sur les plans socio-économique et politique. Il est évolutif et performant sur tous ces plans.

De quel Togo rêvez-vous pour demain?

Mon rêve pour le Togo de demain est qu'il soit un grand pays dans le concert des nations, qu'il soit un pays où il fait bon vivre, un véritable havre de paix où tout le monde, togolais ou étrangers sans distinction, prospèrent dans un bien-être de vie acceptable à la satisfaction de tous. Je veux un Togo où rien n'est statique, où tout bouge. Je veux parler de la réalisation des infrastructures marchandes, scolaires, sanitaires, routières, l'accès à l'énergie électrique et à l'eau potable pour tous, l'assainissement des villes et la gratuité scolaire. Je voudrais surtout voir des innovations dans la création d'emplois pour l'insertion professionnelle des jeunes afin de les extirper de l'influence des hommes sans foi ni loi qui, sur cette brèche, les enrôler dans leur salle besogne qu'est le terrorisme : un phénomène qui fait encore parler de lui dans la région des Savanes. Je rêve d'un Togo où le secteur agricole est le centre des préoccupations majeures des gouvernants quand on sait que notre pays est essentiellement agricole avec plus de 70% de la population dans le domaine.

Je rêve un Togo où les valeurs de justice sociale, l'égalité des chances pour tous, l'intérêt supérieur du Togo, les libertés individuelles et publiques sont prises en compte et promues. Je voudrais un Togo dans lequel la bonne gouvernance à tous les niveaux et le partage équitable des ressources disponibles entre citoyens, sont encouragés et pratiqués.

Envisagez-vous quelques perspectives pour votre pays?

Pour ma part, il faut poursuivre l'œuvre grandiose de développement déjà entreprise par les autorités du pays et permettre à tous les citoyens sans exclusion aucune de jouir des fruits de l'effort commun pour un véritable épanouissement. De même, il faut poursuivre et entreprendre des réformes en vue de l'accélération de la modernisation dans les domaines socio-économique et politique.

Pour finir, je voudrais remercier les plus hautes autorités de notre pays qui œuvrent inlassablement pour l'atteinte des objectifs du développement économique, social et politique. J'ai ici en esprit les chefs d'Etat qui se sont succédés depuis l'indépendance, notamment ceux qui sont de vénérée mémoire, et le chef de l'Etat actuel, Faure Essozimna Gnassingbé.

Propos recueillis par BODJONA Bassanta Gabriel





NOUVELLES DE L'ETRANGER

L'AFRIQUE DU SUD ET LA NAMIBIE TESTENT LA SEMAINE DE TRAVAIL DE QUATRE JOURS

Johannesbourg, (RFI) - Des essais sont organisés un peu partout dans le monde pour mettre en place une semaine de travail étalée sur quatre jours, avec pour ambition de révolutionner les habitudes de travail. Le continent africain n'est pas en reste, puisqu'un essai est notamment en cours de préparation en Namibie, et des expérimentations ont déjà été effectuées en Afrique du Sud.

En Namibie, des tests pour fixer une semaine de travail de quatre jours est en cours de fabrication. Selon ce modèle de travail, le but est de consacré à son emploi un jour de la semaine de moins, en augmentant en échange la productivité - tout en conservant le même salaire. Jonas Ileka, qui chapeaute le projet dans le pays, détaille l'initiative namibienne.

« On est toujours les derniers à prendre part à ce genre de conversations, alors que la semaine de quatre jours est un concept novateur, qui vise à améliorer la productivité et le bien-être des employés. Trop souvent la recherche est faite dans les pays occidentaux, et ensuite on doit prendre leurs données et essayer de les appliquer à notre contexte », lance-t-il.

« Il y a bien sûr des voix qui s'élèvent déjà pour dire que ça ne fonctionnera pas, et c'est normal. La première réponse face au changement, c'est toujours le scepticisme et la peur. Donc notre but est d'informer, pour bien comprendre ce système de quatre jours. Il s'agit d'une stratégie pour améliorer une entreprise, en se concentrant sur la productivité, et en particulier sur l'efficacité opérationnelle. On enlève tout ce qui n'est pas nécessaire, et on change les mentalités, puis on encourage les employés, avec un jour de repos en plus, en expliquant que s'ils sont capables de faire 100% de leurs tâches en moins de temps, alors ils n'ont plus à rester au bureau juste pour cocher une case », poursuit-il.

« Ça ne fonctionnera pas pour toutes les entreprises, mais nous voulons collecter nos propres données ici, en Namibie, et, même si on n'est pas prêt, pouvoir estimer où nous en sommes, et qu'est-ce qui doit être amélioré pour être plus productif et permettre aux gens de travailler moins. »

« NOS EMPLOYÉS ONT VU LEUR SANTÉ MENTALE S'AMÉLIORER »

Un seul autre pays du continent a déjà conduit des essais : il s'agit du voisin sudafricain. Mené en 2023, ce test de la semaine de quatre jours avait rassemblé sur six mois 28 entreprises d'Afrique du Sud, principalement dans le domaine des services, soit près de 500 employés.

Deux entreprises ont quitté la phase de test en cours de route. Mais pour le reste, Mark Smith, désormais responsable des programmes à l'EM Lyon, et qui avait supervisé l'expérience l'année dernière, estime que les résultats sont concluants : « Les salariés et les managers ont obtenu un meilleur bien-être qu'avant. Ils ont trouvé de l'efficacité dans leur façon de travailler, pour organiser les réunions, et ils ont aussi utilisé les outils d'entreprise d'une façon plus efficace pour optimiser les activités. »

Certaines sociétés ont été tellement convaincues qu'elles continuent à fonctionner sur ce modèle. C'est le cas de l'entreprise informatique Elnatan. « Nos employés ont vu leur santé mentale s'améliorer, et ils participent davantage pour développer notre culture





d'entreprise. La satisfaction de nos clients est restée stable tout au long de l'essai, et encore aujourd'hui, c'est un succès, tout le monde arrive à maintenir tout ça », assure Annerike Meiring, en charge des ressources humaines :

Cependant, dans d'autres secteurs, certains, qui n'ont pas participé à l'essai, sont plus dubitatifs, comme Ndima Rawana responsable des ressources humaines pour le groupe cimentier PPC. « Je pense que cela met plus de pression de conserver la même charge de travail que certains avaient déjà du mal à accomplir en cinq jours. On peut viser les mêmes objectifs simplement en instaurant plus de flexibilité dans la manière de travailler », confie-t-il.

Un nouvel test devrait bientôt être organisé dans le pays, avec l'espoir de convaincre de plus grosses entreprises, dans des secteurs plus variés. RFI

MALI:

UNE PARTIE DES OTAGES ENLEVÉS LA SEMAINE DERNIÈRE PRÈS DE BANDIAGARA A ÉTÉ LIBÉRÉE

Paris, (RFI) - Au Mali, une partie des otages enlevés mardi 16 avril dernier, près de Bandiagara, a été libérée. Plus d'une centaine de passagers de trois autocars circulant entre Bankass et Bandiagara, dans le centre du pays, avaient été interceptés par des hommes armés. De source locale, les ravisseurs sont des jihadistes du Jnim (Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans), lié à al-Qaïda. D'autres otages sont toujours détenus, et le tri n'a pas été fait au hasard.

Au Mali, les femmes et les enfants qui étaient à bord des trois autocars interceptés ont été libérés sur-le-champ. Dans les jours qui ont suivi l'enlèvement, datant du mardi 16 avril, des hommes ont également retrouvé la liberté. Essentiellement des habitants de villages ayant conclu des accords locaux avec la Katiba Macina du Jnim (Groupe de soutien à l'Islam et aux musulmans), liée à, al-Qaïda.

Plusieurs dizaines de personnes ont ainsi été relâchées, tandis que plusieurs dizaines restent détenues, mais aucun chiffre fiable n'a pu être recoupé. Il faut dire que le nombre total de passagers lui-même n'est pas connu, les autocars étant souvent surchargés, a fortiori, comme c'était le cas ce jour-là, les jours de marché.

Cet enlèvement n'a pas été revendiqué mais les nombreuses sources locales jointes par RFI l'attribuent unanimement à la Katiba Macina du Jnim, qui compte d'ailleurs plusieurs rapts similaires à son actif. Le précédent le plus récent remonte à novembre dernier : les passagers des autocars interceptés à l'époque, dans le même secteur, avaient déjà été partiellement libérés, selon la même logique.

RESPECTER LES RÈGLES DES JIHADISTES

Dans le centre du Mali, ces dernières années, les populations de dizaines de communes ont dû accepter de se soumettre aux règles des jihadistes : par exemple, de leur payer un impôt, de se conformer aux manières de prier ou encore aux règles vestimentaires qu'ils imposent, afin de pouvoir circuler librement et de poursuivre leurs activités agricoles.

Ce sont les otages venant de communes n'ayant pas conclu d'accords locaux avec les jihadistes qui demeurent toujours détenus.

Ces derniers jours, des manifestations ont été organisées dans plusieurs localités de la zone pour demander aux autorités de transition de s'impliquer davantage, afin de libérer les otages et de sécuriser cette route nationale 15, régulièrement attaquée par les jihadistes. RFI





TUNISIE:

L'INSTANCE ÉLECTORALE CONFIRME DES MODIFICATIONS DANS LES CONDITIONS DE CANDIDATURE À LA PRÉSIDENTIELLE

TUNIS, (Xinhua) -- L'Instance supérieure indépendante pour les élections (ISIE) de Tunisie a confirmé des modifications sur les conditions pour la présidentielle à l'issue d'une réunion de son conseil tenue mardi à Tunis.

La Tunisie prévoit d'organiser l'élection présidentielle au dernier trimestre de cette année, soit au cours des trois derniers mois du mandat présidentiel en cours, conformément à la Constitution de 2022, rappellent les observateurs.

"L'arrêté n°2014-18, qui gère les procédures de candidature pour les élections présidentielles, a été amendé et complété par l'arrêté n°2019-18 pour être en conformité avec la Constitution et la loi électorale", indique un communiqué de l'ISIE.

Les amendements apportés sur les conditions de candidature à la présidentielle concernent, en particulier, l'âge (40 ans au moins), la nationalité (né(e) de père et de mère et de grands-parents paternels et maternels tunisiens, demeurés tous de nationalité tunisienne sans discontinuité"), les droits civils et politiques, en plus de certains handicaps d'ordres juridique et légal.

A titre d'exemple, les candidats sont désormais tenus de fournir une copie de leur casier judiciaire.

"La date officielle de l'élection présidentielle se fixera par décret pour convoquer les électeurs dans les délais imposés par la loi, en adéquation avec l'article 101 (nouvellement introduit) de la loi électorale", a affirmé l'ISIE.

Ainsi, "les électeurs seront convoqués par décret présidentiel, trois mois avant le jour du scrutin pour les élections législatives, régionales, municipales et présidentielle, et au moins deux mois pour les référendums". XINHUA





